

Unité départementale d'Ille et Vilaine
L'Armorique
10, rue Maurice Fabre
CS 96515
35065 Rennes

Rennes, le 05/11/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 03/11/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

TOTAL RAFFINAGE FRANCE

Plateforme de Donges
CS 9005
44480 Donges

UD35/2025-421

Code AIOT : 0005501563

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 03/11/2025 dans l'établissement TOTAL RAFFINAGE FRANCE implanté 12 rue de la Croix Rouge BP 37 35770 Vern-sur-Seiche. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite s'est déroulée dans le cadre de la vérification de l'efficacité des mesures compensatoires prévues par l'exploitant durant le délai d'indisponibilité d'une partie de la défense incendie du site. Cette indisponibilité est nécessaire pour réaliser le changement d'émulseurs imposé par les règlements européens 2020/784 et 2021/1297.

Cette indisponibilité nécessite d'être encadrée réglementairement, un projet d'arrêté préfectoral complémentaire est joint à ce rapport en ce sens.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- TOTAL RAFFINAGE FRANCE
- 12 rue de la Croix Rouge BP 37 35770 Vern-sur-Seiche
- Code AIOT : 0005501563
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Non

Le dépôt pétrolier est situé sur la commune de Vern-sur-Seiche, en Ile-et-Vilaine (35), au 12 rue de la Croix Rouge. Il se situe à 700 m au Nord du centre-ville de Vern-sur-Seiche et au Sud-Est de l'agglomération de Rennes.

Les installations du site de Vern-sur-Seiche sont composées :

- D'un terminal d'arrivée de la canalisation de transport Donges-Vern : celle-ci achemine les hydrocarbures liquides de la plateforme de Donges jusqu'au dépôt de Vern-sur-Seiche,
- Des stockages aériens d'hydrocarbures liquides : gazole, essence et fioul, classés sous la rubrique 4734.2,
- Des stockages aériens d'EMAG (Ester méthylique d'acide gras), biocarburant incorporé au gazole,
- Des stockages enterrés et aériens d'additifs pétroliers, et d'une cuve aérienne de colorant, et des stockages d'éthanol : l'ensemble des éthanol et additifs sont classés sous la rubrique 4331,
- Une installation de chargement de camions-citernes (2 ilots dôme et 6 ilots source),
- Une unité de récupération des vapeurs (URV),
- Des installations auxiliaires.

Thèmes de l'inspection :

- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se

- conformer à la prescription) ;
- ♦ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Moyens mis en oeuvre durant indisponibilité	Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 43-1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les mesures compensatoires permettent tant en efficacité qu'en délai de mise en oeuvre de respecter les prescriptions ministérielles.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Moyens mis en oeuvre durant indisponibilité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 43-1
Thème(s) : Risques accidentels, Stratégie de lutte contre l'incendie
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant élabore une stratégie de lutte contre l'incendie pour faire face aux incendies susceptibles de se produire dans ses installations et pouvant porter atteinte, de façon directe ou indirecte, aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement.</p> <p>Dans le cadre de cette stratégie, l'exploitant s'assure de la disponibilité des moyens nécessaires à l'extinction de scénarios de référence calculés au regard du plus défavorable de chacun des scénarios suivants pris individuellement, que ce soit en eau, en émulseurs, en moyens humains ou moyens de mise en oeuvre :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 1 : feu du réservoir nécessitant les moyens les plus importants de par son diamètre et la nature du liquide inflammable stocké ; - 2 : feu dans la rétention, surface des réservoirs déduite, nécessitant les moyens les plus importants de par sa surface, son emplacement, son encombrement en équipements et la nature des liquides inflammables contenus. Afin de réduire les besoins en moyens incendie, il peut être fait appel à une stratégie de sous-rétentions ; - 3 : feu d'équipements annexes aux stockages visés par le présent arrêté dont les effets, au sens de l'arrêté du 29 septembre 2005 susvisé, sortent des limites du site ; - 4 : en cas de présence de stockages en récipients mobiles, les scénarios visés au point III de l'article VI-1 de l'arrêté du 24 septembre 2020. <p>La stratégie est dimensionnée pour une extinction des incendies des scénarios de référence définis aux alinéas précédents en moins de trois heures après le début de l'incendie et dans un délai</p>

maximal après le départ de feu équivalent au degré de résistance au feu des murs séparatifs, pour les stockages couverts de récipients mobiles.

Cette stratégie est formalisée dans un plan de défense incendie. Ce plan comprend :

- les procédures organisationnelles associées à la stratégie de lutte contre l'incendie. Cette partie peut être incluse dans le plan d'opération interne prévu par l'article R. 181-54 du code de l'environnement, lorsque l'exploitant est soumis à l'obligation d'établir un tel document ;
- les démonstrations de la disponibilité et de l'adéquation des moyens de lutte contre l'incendie vis-à-vis de la stratégie définie, demandées à l'article 43-2-3 et au deuxième alinéa de l'article 43-3-1 du présent arrêté. Cette partie peut être incluse dans l'étude de dangers du site ou dans le plan d'opération interne de l'établissement lorsque l'exploitant est soumis à l'obligation d'établir un tel document.
- en cas de présence de stockage en récipients mobiles, l'attestation de conformité du système d'extinction automatique d'incendie accompagnée des éléments prévus à l'article VI-5-III et au point IV de l'annexe V de l'arrêté du 24 septembre 2020 ou, le cas échéant, les éléments de démonstration de l'efficacité du dispositif visé aux points III de l'article VI-5-III et aux points I, B, II ou III de l'annexe V de l'arrêté du 24 septembre 2020.

Constats :

L'exercice prévu permettait de vérifier l'efficacité des mesures compensatoires prévues par le Porter à connaissance déposé le 3 octobre 2025 et leur délai de mise en œuvre.

Il a été constaté par l'équipe d'inspection présente que les moyens déployés permettaient de lutter efficacement contre les phénomènes identifiés dans l'étude de danger nécessitant la mise en œuvre des mesures de défense contre l'incendie comprenant l'usage d'émulseurs.

Les mesures en place sur site, durant le délai d'indisponibilité du réseau d'émulseur, à savoir :

- le camion très grande puissance,
- la remorque de 16m3,
- l'équipage nécessaire à leur mise en œuvre,

ont permis une mise en œuvre des moyens d'intervention dans un délai de 16 minutes. Délai compatible avec la cinétique des phénomènes dangereux identifiés.

Il a été confirmé à l'inspection que le délai de déploiement du second camion très grande puissance depuis son point d'origine est de l'ordre de 105 minutes auxquelles 15 minutes de raccordement sur le site de Vern s'ajoutent. Le délai de mise en œuvre du second camion est donc lui aussi cohérent avec les éléments du porter à connaissance et la réglementation imposée.

Type de suites proposées : Prescriptions complémentaires